

Services Techniques

6-Libertés publiques et pouvoir de police  
6.1-Police municipale

Réf : 2024.149

## **ARRETE MUNICIPAL REGLEMENTANT LA CIRCULATION**

### **32 route de Léognan**

Le Maire de la Commune de GRADIGNAN (Gironde),

**VU** les articles L 2213-1 à L 2213-6 du Code général des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs conférés aux Maires en matière de circulation et de stationnement,

**VU** le Code de la Voirie routière, Art. R 115-1 et suivants,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code Pénal,

**VU** la demande présentée par Monsieur le Directeur de l'entreprise ENSIO, 33530 BASSENS, qui doit effectuer pour le compte d'ENEDIS, les travaux raccordement électrique, au droit du n°32 route de Léognan à Gradignan.

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire, dans un but de sécurité publique, de réglementer la circulation sur cette voie.

**ARRETE**  
=====

#### **ARTICLE 1er**

**Du 13 au 31 mai 2024**, l'entreprise ENSIO est autorisée à effectuer les travaux de raccordement électrique, au droit du n°32 route de Léognan (voie métropolitaine).

## **ARTICLE 2 -**

Durant la période des travaux :

- Les travaux s'effectueront sur trottoir côté impair et sur le parking,
- Le stationnement sera interdit au droit et face aux travaux,
- Un balisage adapté aux circonstances sera mis en place,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h,
- Un cheminement piétonnier sera à préserver et à indiquer,
- Le nettoyage, balayage et la remise en état de la voirie, trottoirs et caniveaux devront être réalisés selon les prescriptions de la Ville de Gradignan,

## **ARTICLE 3 -**

L'entreprise chargée des travaux devra procéder à la mise en place des panneaux de signalisation réglementaire à titre temporaire, veiller à la desserte des riverains, des véhicules de secours et de ramassage des ordures ménagères, organiser un passage piétonnier.

## **ARTICLE 4 -**

Toute contravention au présent arrêté, qui sera publié et affiché à chaque entrée du chantier, sera constatée par un procès-verbal et poursuivie conformément à la loi.

## **ARTICLE 5 -**

Bordeaux Métropole, gestionnaire du domaine public, impose des prescriptions concernant la circulation des piétons sur les trottoirs. L'espace disponible affecté à cette circulation doit être au minimum de 1,50 mètres.

## **ARTICLE 6 -**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Responsable de la DGEP4, Bordeaux Métropole,
- Monsieur le Directeur d'ENEDIS,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise Ensio,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à GRADIGNAN, le 29 avril 2024

P/ Le Maire  
L'Adjoint Délégué



  
Gérard FABIA